

Livre Blanc pour l'élection présidentielle 2022

Editorial du Président de France Industrie : Alexandre Saubot

L'Industrie française est sortie amoindrie de la crise sanitaire

Après 20 ans de déclin, l'industrie française a retrouvé son souffle entre 2015 et 2019, mais cette amorce de réindustrialisation a été interrompue par la pandémie de Covid19. L'Industrie française a montré pendant la crise sanitaire sans précédent qui en a découlé une **certaine résilience et un forte capacité d'adaptation**. La crise Covid a révélé **l'importance de l'Industrie**, mais également sa grande fragilité, et notamment la vulnérabilité de ses chaînes d'approvisionnement :

- sa part dans les exportations de biens manufacturés au sein de la zone Euro a nettement reculé, passant de 13,9% avant la crise à 12,7% en 2019, tandis que l'Italie, l'Allemagne ou l'Espagne ont quasiment stabilisé leurs parts de marché.
- la France est le pays industrialisé qui a subi **la plus forte désindustrialisation** lors des deux dernières décennies. Depuis 2000, la part de l'industrie manufacturière dans le PIB de la France a chuté de 4,5 points, à 10 % en 2019, contre 19,4 % en Allemagne, 14,9 % en Italie, ou 11 % en Espagne. **La France est ainsi devenue l'économie la plus désindustrialisée du G7, juste devant le Royaume-Uni.**
- notre industrie a montré des signes de faiblesse préoccupants, nécessitant des importations d'urgence et révélant sa dépendance économique vis-à-vis de pays tiers : masques, gel hydroalcoolique, tests, respirateurs, médicaments... mais également dans sa course aux vaccins.

Cette désindustrialisation a des conséquences extrêmement dommageables pour notre pays :

- elle freine les **gains de productivité**, principaux moteurs de la croissance des revenus, et conduit à un **appauvrissement de la classe moyenne**, car la productivité de l'industrie est plus élevée et plus dynamique que celle des services.
- elle se traduit par un **déficit commercial chronique** : depuis 2004, la balance commerciale française enchaîne les déficits (-65 Mrds€ en 2020), tandis que l'Allemagne additionne les excédents (+179 Mrds€). En France, Les exportations de produits industriels ne couvrent plus que 87% des importations (contre 97% en 2007).
- elle **affecte le développement technologique** de la France puisque l'industrie réalise 71% des investissements de la R & D privée (contre 85% en 2010), plaçant ainsi notre pays en position de faiblesse pour répondre aux nombreux défis, environnementaux, alimentaires, énergétiques, numériques, médicaux... auxquels le monde est aujourd'hui confronté.
- elle **fragilise durablement les territoires** et leur tissu social, compte tenu de l'effet d'entraînement que l'industrie exerce sur les économies locales. Cette désertification, conséquence de la désindustrialisation, contribue à la défiance de nos concitoyens envers les institutions et le monde économique, nourrit le sentiment de déclassement, et la montée des mécontentements et des frondes sociales.

La croisée des chemins : réindustrialiser ou décrocher

La situation de l'industrie française est aujourd'hui critique et nous sommes à l'heure des choix : soit nous engageons une véritable dynamique de réindustrialisation du pays, soit nous décrochons de façon inéluctable, notamment si nous cédon aux sirènes de la **décroissance**.

Pour réussir sa réindustrialisation, la France doit **en faire un objectif commun de ses politiques publiques**. L'industrie est la solution pour répondre aux nombreux défis auxquels notre pays et notre planète est confronté.

Elle doit pouvoir s'appuyer sur une ambitieuse politique industrielle au plan européen, sans naïveté vis-à-vis des grandes puissances comme les Etats-Unis ou la Chine. La politique de concurrence doit être revue pour la rendre plus favorable aux entreprises industrielles exposées à la concurrence internationale et faciliter l'émergence de champions européens capables de rivaliser avec leurs concurrents mondiaux.

Pour rebondir, l'industrie française doit surmonter 3 défis majeurs

Le défi de la souveraineté et de la compétitivité

La reconquête de notre souveraineté industrielle suppose un **prérequis de compétitivité**. Le principal facteur de la dégradation de la compétitivité de l'industrie française provient du poids excessif de notre fiscalité locale, et de sa hausse continue sur les dernières décennies.

Les propositions de France Industrie : engager une nouvelle étape de baisse et de simplification des impôts de production de **30 Mrds€**, ciblée sur les **4 impôts** à plus fort impact sur l'industrie : **CVAE, CFE, Taxe foncière et C3S**.

- moderniser et simplifier la fiscalité des entreprises, en créant un **Impôt foncier unique**, incluant l'actuel dégrèvement pour la CFE
- plafonner l'ensemble des impôts de production à la Valeur-ajoutée
- supprimer la CVAE résiduelle, et affecter en échange aux Régions une part identique d'Impôt sur les sociétés (recette dynamique)
- supprimer la C3S (par extinction progressive de son taux)

Le défi de la transition écologique et numérique

L'Industrie prend largement sa part de la lutte contre le changement climatique : en 30 ans, l'industrie manufacturière française a réduit de **50%** les émissions de carbone de ses usines, et représente désormais moins de **18% des émissions de gaz à effet de serre nationales**, loin après la mobilité, le logement, l'énergie et l'agriculture. Avec le secteur de la production d'énergie, l'industrie a contribué à plus de 90 % de la baisse totale des émissions françaises entre 1990 à 2019.

La France produit ainsi actuellement le point de PIB le moins carboné des pays avancés : *l'Industrie française, c'est 18% du problème et 100% des solutions pour le climat*. Car c'est bien de l'industrie que proviennent les solutions vertes pour décarboner les usages quotidiens : pour la mobilité verte (batteries des véhicules électriques, avion et train à hydrogène, fuels low carbon...) ou pour le logement durable (équipements d'efficacité énergétique, éco-matériaux...).

Pour atteindre l'ambition de neutralité carbone 2050, la France doit **mieux piloter son empreinte carbone et mettre en adéquation ses engagements avec un soutien massif aux investissements écologiques, numériques et technologiques** nécessaires pour y parvenir.

Les propositions de France Industrie :

- **prolonger au-delà de 2022 les dispositifs de soutien publics pour la décarbonation de l'industrie**, sur les innovations de rupture technologique, et co-financer les investissements massifs d'électrification, notamment le renouvellement du parc électronucléaire et l'entretien des réseaux énergétiques, pour garantir l'accès à un **mix énergétique compétitif, décarboné et pilotable**. Pour cela, créer un « **Grand Ministère de l'Industrie** » incluant Energie et Infrastructures de réseau pour piloter l'empreinte carbone de notre économie.
- **accélérer la transition numérique des PMI vers l'Industrie 5.0** et la modernisation des outils de production, pour combler notre retard digital avec nos principaux concurrents, améliorer nos gains de productivité, et réindustrialiser la France en restaurant sa souveraineté.
- **fixer à 3% du PIB l'effort de Recherche et réaffirmer le rôle des Sciences et des Ingénieurs dans le progrès technologique** : pour cela, sanctuariser le Crédit d'Impôt Recherche, dynamiser le Crédit d'Impôt Innovation (porter son taux à 30% et son plafond à 400K€/an), inclure la Recherche et l'Enseignement supérieur dans le « Grand Ministère de l'Industrie » pour y déployer une « **DARPA à la française** » favorisant l'innovation de rupture et garante de notre souveraineté technologique.

Le défi des talents et du capital humain

L'Industrie est un **vivier d'emplois qualifiés**, durables, bien rémunérés et implantés dans les territoires de la France périphérique. Elle s'est impliquée de longue date dans le développement des compétences via **l'apprentissage et la formation professionnelle** de ses salariés. L'apprentissage dans l'industrie a ainsi augmenté de +30% entre 2018 et 2020, et le nombre d'heures de formation professionnelle dans l'industrie en France est supérieur de 50% à la moyenne européenne. Pour réussir sa transition écologique et numérique, l'enjeu des compétences est primordial pour l'industrie en proie à de **fortes tensions sur ses recrutements**.

Les propositions de France Industrie :

- **faire de l'apprentissage la voie prioritaire de préparation aux diplômes professionnels**, et associer plus étroitement le tissu économique aux évolutions de l'enseignement professionnel
- **redonner de l'autonomie aux entreprises et aux partenaires sociaux dans la gestion des politiques de formation professionnelle**, pour anticiper son adaptation aux mutations des métiers, liées aux évolutions technologiques et sociétales.
- **soutenir la promotion de l'attractivité des métiers de l'industrie**, pour permettre une plus grande **mixité** femmes/hommes, et accroître **l'inclusion de tous les talents**.